

Séance ordinaire du mardi 4 avril 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absents / Excusés :

Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER

Police Municipale - Brigade Cynophile - Convention de cession d'un chien de patrouille au profit de la Ville - Convention d'hébergement d'un chien de patrouille par son maître-chien - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier, 7^{ème} Ville de France, est un territoire très dynamique. Selon l'INSEE, c'est la ville de plus de 100 000 habitants la plus attractive de France avec une population qui a augmenté de 1,4% par an ces six dernières années. Cette augmentation de la population entraîne *de facto* une hausse des risques sur le territoire qui impacte notamment les forces de l'ordre, dont la police municipale.

La Ville de Montpellier a fait de la politique de sécurité un enjeu majeur et souhaite une professionnalisation de sa police municipale, par la mise en œuvre d'une brigade cynophile. La création de cette brigade est une réponse adaptée aux enjeux du territoire, permettant une réponse intermédiaire et graduée afin d'empêcher une escalade dans les conflits. Outre l'image dissuasive pour les auteurs de trouble et rassurante pour les agents ainsi que les administrés, le chien participe à la protection, à la sécurité des personnes et des biens. Il permet également d'assister les policiers municipaux lors d'interpellations d'individus auteurs d'un flagrant délit et de faire face à des regroupements hostiles.

Cette brigade interviendrait plus particulièrement dans le centre-ville, notamment pour faire respecter l'arrêté de Tranquillité Publique. Il s'agit tout à la fois d'avoir des chiens de défense – d'intervention tout en étant en capacité d'effectuer des patrouilles pédestres de sécurisation.

Cette brigade sera composée de quatre maîtres-chiens : deux maîtres-chiens pour la vacation de journée, ainsi que deux maîtres-chiens pour l'unité nuit. Son déploiement progressif interviendra au cours de l'année

2023. Le recrutement de ces agents est en cours, les formations sont prévues, ainsi que l'équipement adéquat.

Pour répondre aux obligations d'une brigade cynophile en police municipale énoncées dans le décret n° 2022-210 du 18 février 2022, il est proposé deux conventions afin de cadrer les dispositifs et les conditions de travail, de vie du chien de patrouille, ainsi que du maître-chien :

- Une convention de cession d'un chien de patrouille, afin d'organiser et formaliser la cession à titre gracieux au profit de la Ville, du chien de l'agent recruté au sein de la brigade cynophile ;
- Une convention relative à l'hébergement d'un chien de patrouille par son maître-chien ayant pour objet d'organiser les modalités techniques et financières de mise à disposition d'un chien de patrouille, propriété de la Ville, ainsi que d'encadrer leur hébergement au domicile de l'agent maître-chien.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de cession d'un chien de patrouille à titre gracieux au profit de la Ville ;
- D'approuver les termes de la convention relative à l'hébergement d'un chien de patrouille par son maître-chien, agent de la brigade cynophile ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 12 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 avril 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention hébergement chien patrouille V13_03_23.docx
- Cession d'un chien pour la brigade cynophile V 16_03_23.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230404-226625-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/04/23
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.